

BLOQUONS TOUT PAR LA GRÈVE le 10 septembre

Dans un contexte international dramatique et en pleine période de congés, le gouvernement, au service du patronat, a confirmé ses orientations en matière budgétaire : une politique austéritaire pour réduire la dette à tout prix, sans mettre à contribution les plus riches et les grandes entreprises.

Vol de 2 jours fériés ; doublement des franchises médicales ; gel du salaire des fonctionnaires, des pensions des retraité·e·s, de toutes les allocations sociales (aides au logement, allocations familiales, allocation adulte handicapé...) ; réforme de l'assurance chômage ; suppression de 3000 postes de fonctionnaires avant des dizaines de milliers d'autres ; coupes dans les budgets des hôpitaux, des écoles, de la culture ; volonté affichée de remettre en cause la 5ème semaine de congés payés et précariser toujours plus les travailleurs et les travailleuses ...

Si ce budget était adopté, chacune et chacun perdrait plusieurs centaines d'euros en 2026, nos services publics et notre système de protection sociale seraient considérablement affaiblis.

Or, ce ne sont pas les dépenses qui provoquent le déficit, mais les baisses de recettes décidées par les gouvernements successifs depuis 2017.

La CGT propose une réforme globale et cohérente de la fiscalité pour faire contribuer davantage ceux qui ont plus de moyens en étant progressive et intégrant les enjeux environnementaux.

Une réforme fiscale pour plus d'égalité :

- + **12 milliards** d'euros en augmentant la progressivité de l'impôt sur le revenu
- + **2,2 milliards** d'euros environ grâce à la suppression de la flat tax, qui est une imposition au taux fixe de 12,8%, un prix d'ami alors que l'application du barème de l'impôt sur les revenus conduirait les plus riches à être imposés à 41% sur la plus grande portion de leurs dividendes et plus values, fruit du travail des autres et de la spéculation
- + **8 milliards** d'euros avec la création d'une taxe sur les superprofits de grandes entreprises
- + **1 milliard** d'euros avec la création d'une véritable taxe sur les rachats d'actions à 1%
- + **20 milliards** d'euros la première année en conditionnant les aides publiques avec un impôt sur les sociétés modulé en fonction des politiques menées par les entreprises
- + **2 milliards** d'euros en réformant la fiscalité sur les successions et donations
- + **8 milliards** d'euros en établissant un impôt sur la fortune à l'assiette élargie et au barème progressif.

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ, DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS

Au nom de l'austérité, les hôpitaux ferment, les transports publics saturent, l'école publique est sacrifiée pour financer les aides publiques aux entreprises et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés.

Aux Finances, les dizaines de milliers de suppressions d'emplois, les restructurations incessantes, des suppressions de services et de sites, des méthodes de travail industrialisées déconnectées des besoins de la population, ont mis à mal les missions de nos administrations et établissements semi-publics, et ont dégradé les conditions de travail.

Les coupes budgétaires passées et celles envisagées pour 2026 accentuent encore cette situation et aboutissent à un recul de l'intérêt général tandis que sont maintenus les cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches.

C'est inacceptable !

Quelle que soit la situation gouvernementale, ce que nous voulons, c'est un autre budget correspondant aux urgences sociales et environnementales. Tous les ingrédients sont réunis pour gagner ! Pour cela, il nous faut construire une mobilisation massive et unitaire !

La dynamique de l'initiative citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale. La CGT souhaite que cette journée soit une première étape réussie, ce qui passe en particulier par la grève sur les lieux de travail. C'est pourquoi la fédération des Finances CGT appelle l'ensemble des agentes et agents de Bercy et des établissements financiers du semi-public, à se mobiliser massivement y compris en se mettant en grève le 10 septembre prochain.

La CGT exige l'abandon du projet de budget et la mise en place de mesures d'urgence autour de 5 priorités :

- >> **La justice fiscale** : la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, la remise à plat des 211 Mds d'aides publiques aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu
- >> **La justice sociale** par l'abrogation de la réforme des retraites, première étape pour gagner la retraite à 60 ans, et une Sécurité sociale répondant aux enjeux actuels, rétablie dans ses prérogatives issues du programme du Conseil national de la Résistance, dotée de l'ensemble des moyens nécessaires pour répondre aux besoins
- >> **Le financement de nos services publics** et de la transformation environnementale de notre économie, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles et nos universités et nos infrastructures et notre politique culturelle
- >> **L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux**, l'égalité F/H et des mesures contre la vie chère particulièrement dans les outre-mer
- >> **L'arrêt des licenciements** et l'organisation d'assises de l'industrie

**Il est essentiel de défendre nos exigences et nos propositions.
Les politiques d'austérité ne sont pas une fatalité.**

Bloquons tout PAR LA GRÈVE le 10 septembre.

La CGT Finances porte des propositions pour un projet loi de finances 2026 favorisant le progrès social et la bifurcation écologique, avec une réelle planification, une augmentation et une réorientation des recettes budgétaires au service de l'intérêt général.

Retrouvez le détail de nos propositions sur les 4 pages PLF 2026: en suivant le QR code

